LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS
WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C − 2015/14191]

10 AOUT 2015. — Loi portant prolongement des mesures de soutien au transport combiné et au transport diffus pour la période 2015-2016

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 1re. — *Modification de la loi-programme du 22 décembre 2008*

Art. 2. L'article 24 de la loi-programme du 22 décembre 2008, modifiée par la loi du 15 mai 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 24. Le présent chapitre entre en vigueur le 1er janvier 2009 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2016. ».

CHAPITRE 2. — *Modification de l'arrêté royal du 15 juillet 2009 relatif à la promotion du transport combiné ferroviaire d'unités de transport intermodal pour la période 2009-2012*

Art. 3. L'intitulé de l'arrêté royal du 15 juillet 2009 relatif à la promotion du transport combiné ferroviaire d'unités de transport intermodal pour la période 2009-2012 est remplacé par ce qui suit :

« Arrêté royal relatif à la promotion du transport combiné ferroviaire d'unités de transport intermodal ».

Art. 4. Dans l'article 1, 2°, du même arrêté, les mots « Transport terrestre » sont remplacés par les mots « Politique de Mobilité durable et ferroviaire ».

Art. 5. Dans l'article 2, alinéa 1er, du même arrêté, les mots « à l'AB 51 14 31 00 01 du budget 2009 et à l'AB 51 20 31 00 01 du budget à partir de 2010 » sont supprimés.

Art. 6. A l'article 3 du même arrêté, modifié par la loi du 28 juin 2013 et par la loi du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le tableau des valeurs est fixé comme suit :

	2009	2010	2011	2012	2015
A (euro /km)	0,20	0,18	0,16	0,14	0,14
B (euro)	40	34	28	22	28

2° l'alinéa 4 est complété par la phrase suivante :

« Pour l'année 2016, le subside est calculé sur base des valeurs fixées pour l'année 2015. ».

Art. 7. Dans l'article 4 du même arrêté, les mots « à l'AB 51 14 31 00 01 du budget 2009 et à l'AB 51 20 31 00 01 du budget à partir de 2010 » sont supprimés.

Art. 8. A l'article 5 du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le tableau des valeurs est fixé comme suit :

	2009	2010	2011	2012	2015
C (euro /km)	0,10	0,09	0,08	0,07	0,07
D (euro)	20	17	14	11	14

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C − 2015/14191]

10 AUGUSTUS 2015. — Wet tot verlenging van de steunmaatregelen aan het gecombineerd en het verspreid vervoer voor de periode 2015-2016

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 1. — *Wijziging van de programmawet van 22 december 2008*

Art. 2. Artikel 24 van de programmawet van 22 december 2008, gewijzigd bij de wet van 15 mei 2014, wordt vervangen als volgt :

"Art. 24. Dit hoofdstuk treedt in werking op 1 januari 2009 en houdt op uitwerking te hebben op 31 december 2016.".

HOOFDSTUK 2. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 15 juli 2009 betreffende de bevordering van het gecombineerd spoorvervoer van intermodale transporteenheden voor de periode 2009-2012*

Art. 3. Het opschrift van het koninklijk besluit van 15 juli 2009 betreffende de bevordering van het gecombineerd spoorvervoer van intermodale transporteenheden voor de periode 2009-2012 wordt vervangen als volgt :

"Koninklijk besluit betreffende de bevordering van het gecombineerd spoorvervoer van intermodale transporteenheden".

Art. 4. In artikel 1, 2°, van hetzelfde besluit worden de woorden "Vervoer te Land" vervangen door de woorden "Duurzame Mobiliteit en Spoorbeleid".

Art. 5. In artikel 2, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "op AB 51 14 31 00 01 voor de begroting 2009 en op AB 51 20 31 00 01 voor de begroting vanaf 2010" geschrapt.

Art. 6. In artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wet van 28 juni 2013 en bij de wet van 15 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het derde lid wordt vervangen als volgt :

"De waardentabel is als volgt vastgesteld :

	2009	2010	2011	2012	2015
A (euro /km)	0,20	0,18	0,16	0,14	0,14
B (euro)	40	34	28	22	28

2° het vierde lid wordt aangevuld met de volgende zin :

"Voor het jaar 2016 wordt de subsidie berekend op basis van de waarden vastgelegd voor het jaar 2015.".

Art. 7. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de woorden "op AB 51 14 31 00 01 voor de begroting 2009 en op AB 51 20 31 00 01 voor de begroting vanaf 2010" geschrapt.

Art. 8. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het derde lid wordt vervangen als volgt :

"De waardentabel is als volgt vastgesteld :

	2009	2010	2011	2012	2015
C (euro /km)	0,10	0,09	0,08	0,07	0,07
D (euro)	20	17	14	11	14

2° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour les six premiers mois de l'année 2013 et pour l'année 2014, le subside est calculé sur base des valeurs fixées pour l'année 2012. Pour l'année 2016, le subside est calculé sur base des valeurs fixées pour l'année 2015. ».

Art. 9. A l'article 6, alinéa 1er, du même arrêté, les mots « à l'AB 51 14 31 00 01 du budget 2009 et à l'AB 51 20 31 00 01 du budget à partir de 2010 » sont supprimés.

Art. 10. A l'article 8 du même arrêté, modifié par la loi du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1er est remplacé par ce qui suit :

« Les opérateurs peuvent déposer en tout temps un dossier de candidature pour un subside relatif à une des mesures décrites aux chapitres II et III et ce jusqu'à la fin du mois qui suit le trimestre pendant lequel le subside a été accordé ou jusqu'à la fin du mois pendant lequel le subside cesse d'être en vigueur. »;

2° quatre alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 1er et 2 :

« A l'exception des années 2009 et 2015, les dossiers de candidature concernent le transport d'UTI commençant au plus tôt à la date de l'introduction du dossier. Pour les années mentionnées, ils concernent également le transport d'UTI commençant au plus tôt à partir du 1er janvier de l'année concernée.

Les tableaux des données de transport pour l'obtention d'un subside sont introduits au plus tard à la fin du mois qui suit chaque trimestre pour lequel le subside est demandé.

Par dérogation à l'alinéa 3, les tableaux pour l'obtention d'un subside pour les trimestres 2015 qui ont expiré avant la publication au *Moniteur belge* de la loi du 10 août 2015 portant prolongement des mesures de soutien au transport combiné et au transport diffus pour la période 2015-2016, peuvent encore être introduits dans le mois qui suit le trimestre au cours duquel cette loi est publiée.

A défaut de l'introduction des tableaux dans les délais prévus aux alinéas 3 et 4, le droit au subside pour ces trimestres prend fin. ».

Art. 11. A l'article 9 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1er est remplacé par ce qui suit :

« A cet effet, les opérateurs introduisent auprès de l'administration une demande écrite ou électronique comprenant une partie d'information générale et une partie relative au transport ferroviaire d'UTI appelant un soutien. »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« La partie d'information générale doit comprendre :

1° le numéro d'entreprise de l'entreprise ferroviaire;

2° le nombre d'UTI transportées par voie ferrée au cours des douze mois précédents par relation de transport. Si, pour certains mois, le nombre précis d'UTI n'est pas encore connu, une estimation est donnée pour ces mois. »;

3° à l'alinéa 3, au 1°, les mots « la période complète » sont remplacés par les mots « l'année de la demande »;

4° à l'alinéa 3, au 2°, les mots « de la période pour laquelle » sont remplacés par les mots « du trimestre pour lequel ».

Art. 12. A l'article 10, 3°, du même arrêté, les mots « avec information à l'opérateur par lettre recommandée endéans les trois mois du dépôt du dossier complet » sont supprimés.

Art. 13. Dans le même arrêté, il est inséré un article 10/1, rédigé comme suit :

« Art. 10/1. L'administration instruit le dossier de candidature. Le ministre ou son délégué prend une décision sur l'éligibilité au subside ou non. Cette décision est notifiée par écrit à l'opérateur endéans un délai de deux mois et quinze jours suivant la réception du dossier de candidature complet. ».

Art. 14. Dans l'article 16, §§ 1er et 3, du même arrêté, dans le texte néerlandais, le mot « trimester » est chaque fois remplacé par le mot « kwartaal ».

2° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidende :

"Voor de eerste zes maanden van het jaar 2013 en voor het jaar 2014 wordt de subsidie berekend op basis van de waarden vastgelegd voor het jaar 2012. Voor het jaar 2016 wordt de subsidie berekend op basis van de waarden vastgelegd voor het jaar 2015.".

Art. 9. In artikel 6, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "op AB 51 14 31 00 01 voor de begroting 2009 en op AB 51 20 31 00 01 voor de begroting vanaf 2010" geschrapt.

Art. 10. In artikel 8 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wet van 15 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

"De operatoren kunnen op elk ogenblik een aanvraagdossier indienen om in aanmerking te komen voor een subsidie met betrekking tot één van de maatregelen beschreven in de hoofdstukken II en III en dit tot en met het einde van de maand waarin de subsidieregeling ophoudt uitwerking te hebben.";

2° tussen het eerste en het tweede lid worden vier leden ingevoegd, luidende als volgt :

"Met uitzondering van de jaren 2009 en 2015 hebben de aanvraagdossiers betrekking op het vervoer van ITE dat ten vroegste plaatsvindt op de datum van indiening van het aanvraagdossier. Voor de genoemde jaren hebben ze eveneens betrekking op het vervoer van ITE dat ten vroegste plaatsvindt vanaf 1 januari van het betreffende jaar.

De tabellen met vervoersgegevens voor het bekomen van een subsidie worden ingediend uiterlijk op het einde van de maand die volgt op elk kwartaal waarvoor de subsidie wordt gevraagd.

In afwijking van het derde lid, kunnen deze tabellen voor het bekomen van een subsidie voor de kwartalen van 2015 die verstreken zijn vóór de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de wet van 10 augustus 2015 tot verlenging van de steunmaatregelen aan het gecombineerd en het verspreid vervoer voor de periode 2015-2016, nog worden ingediend binnen de maand die volgt op het kwartaal waarin die wet wordt bekendgemaakt.

Bij gebrek aan indiening van de tabellen binnen de in het derde en vierde lid bepaalde termijn, vervalt het recht op subsidie voor die kwartalen.".

Art. 11. In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

"Met het oog hierop dienen de operatoren bij de administratie schriftelijk of elektronisch een verzoekschrift in, bestaande uit een deel algemene informatie en een deel met betrekking tot het spoorvervoer van ITE waarvoor steun wordt gevraagd.";

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

"Het deel algemene informatie dient te bevatten :

1° het ondernemingsnummer van de spoorwegonderneming;

2° het aantal per spoor vervoerde ITE in de voorafgaande twaalf maanden per transportrelatie. Indien, voor bepaalde maanden, het precieze aantal ITE nog niet gekend is, wordt voor deze maanden een schatting gegeven.";

3° in het derde lid, worden in de bepaling onder 1° de woorden "de volledige periode" vervangen door de woorden "het jaar van de aanvraag";

4° in het derde lid, worden in de bepaling onder 2° de woorden "de periode waarvoor" vervangen door de woorden "het kwartaal waarvoor".

Art. 12. In artikel 10, 3° van hetzelfde besluit worden de woorden ", binnen de drie maanden na indiening van het volledige dossier kenbaar gemaakt aan de operator via aangetekend schrijven" geschrapt.

Art. 13. In hetzelfde besluit wordt een artikel 10/1 ingevoegd, luidende als volgt :

"Art. 10/1. De administratie onderzoekt het aanvraagdossier. De minister of zijn gemachtigde neemt een beslissing over het al dan niet in aanmerking nemen voor een subsidie. Deze beslissing wordt schriftelijk kenbaar gemaakt aan de operator binnen een termijn van twee maanden en vijftien dagen na de ontvangst van het volledige aanvraagdossier.".

Art. 14. In artikel 16, §§ 1 en 3, van hetzelfde besluit wordt in de Nederlandse tekst het woord "trimester" vervangen door het woord "kwartaal".

Art. 15. L'article 17 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 17. L'administration vérifie l'exactitude des relevés visés à l'article 16.

Elle se base, notamment, pour les tableaux visés à l'article 16, § 1er, sur les lettres de voiture dont l'accès lui est assuré par l'opérateur. ».

Art. 16. L'article 18, alinéa 1er, du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Après vérification des tableaux visés à l'article 16, l'administration approuve ou rejette ces tableaux endéans les deux mois et quinze jours de la réception des tableaux précités et elle informe l'opérateur du montant octroyé pour le trimestre concerné. Au cours de ce délai, l'administration échange toute donnée pertinente avec l'opérateur. Le paiement du montant du subside est effectué au plus tard dans le délai de 3 mois après la transmission des tableaux précités. Le rejet des tableaux entraîne la perte des subsides pour ce trimestre. ».

Art. 17. Dans le même arrêté, il est inséré un article 18/1, rédigé comme suit :

« Art. 18/1. Les subsides sont attribués par trimestre et sont limités à 25% du budget annuel inscrit au budget fédéral. ».

Art. 18. Dans l'article 19 du même arrêté, un alinéa rédigé comme suit est inséré avant l'alinéa 1er :

« Les subsides payés sont limités à 30 % des coûts de transport. ».

Art. 19. L'article 22 du même arrêté, modifié par la loi 15 mai 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 22. Le présent arrêté produit ses effets à partir du 1er janvier 2009 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2016. ».

Art. 20. L'article 23 du même arrêté est abrogé.

CHAPITRE 3. — *Modification de la loi du 27 décembre 2012 portant des dispositions diverses urgentes*

Art. 21. A l'article 9 de la loi du 27 décembre 2012 portant des dispositions diverses urgentes, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « l'article 5, 4°, de la loi du 19 décembre 2006 relative à la sécurité d'exploitation ferroviaire » sont remplacés par les mots « l'article 3, 27°, du Code ferroviaire »;

2° les mots « l'article 5, 5°, de la loi du 19 décembre 2006 relative à la sécurité d'exploitation ferroviaire » sont remplacés par les mots « l'article 3, 32°, du Code ferroviaire ».

Art. 22. A l'article 11 de la même loi les mots « l'article 2 » sont remplacés par les mots « l'article 10 ».

Art. 23. L'article 12 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Art. 12. L'entreprise ferroviaire peut déposer en tout temps un dossier de candidature pour un subside et ce jusqu'à la fin du mois pendant lequel le subside cesse d'être en vigueur.

Les tableaux des données de transport pour l'obtention d'un subside sont introduits au plus tard à la fin du mois qui suit chaque trimestre pour lequel le subside est demandé.

Par dérogation à l'alinéa 2, les tableaux pour l'obtention d'un subside pour les trimestres 2015 qui ont expiré avant la publication au *Moniteur belge* de la loi du 10 août 2015 portant prolongement des mesures de soutien au transport combiné et au transport diffus pour la période 2015-2016, peuvent encore être introduits dans le mois qui suit le trimestre au cours duquel cette loi est publiée.

A défaut de l'introduction des tableaux dans les délais prévus aux alinéas 2 et 3, le droit au subside pour ces trimestres prend fin.

Le dossier de candidature est introduit par écrit ou par voie électronique au moyen d'une requête. Le dossier de candidature comprend le numéro d'entreprise de l'entreprise ferroviaire. ».

Art. 15. Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 17. De administratie controleert de juistheid van de in artikel 16 bedoelde tabellen.

Zij steunt hierbij, voor wat de tabellen bedoeld in artikel 16, § 1, aangaat, op de vrachtbrieven waartoe de operator haar inzage dient te verschaffen.".

Art. 16. Artikel 18, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Na controle van de in artikel 16 bedoelde tabellen, geeft de administratie binnen de twee maanden en vijftien dagen na het ontvangen van de voornoemde tabellen, haar goedkeuring of afwijzing van deze tabellen en informeert zij de operator over het toegekende bedrag voor het kwartaal waarvoor de subsidie gevraagd wordt. Tijdens deze termijn wisselt de administratie elke nuttige informatie uit met de operator. De betaling van het bedrag van de subsidie wordt ten laatste uitgevoerd binnen de termijn van 3 maanden na het ontvangen van de voornoemde tabellen. De afwijzing van de tabellen leidt tot het verlies van het recht op subsidie voor dat kwartaal.".

Art. 17. In hetzelfde besluit wordt een artikel 18/1 ingevoegd, luidende als volgt :

"Art. 18/1. De subsidiebedragen worden toegekend per kwartaal en zijn beperkt tot 25 % van het jaarbudget dat ingeschreven is in de federale begroting.".

Art. 18. In artikel 19 van hetzelfde besluit wordt voor het eerste lid een lid toegevoegd, luidende :

"De subsidies die betaald worden, zijn beperkt tot 30 % van de vervoerskosten.".

Art. 19. Artikel 22 van hetzelfde besluit, gewijzigd door de wet van 15 mei 2014, wordt vervangen als volgt :

" Art. 22. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2009 en houdt op uitwerking te hebben op 31 december 2016.".

Art. 20. Artikel 23 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 3. — *Wijziging van de wet van 27 december 2012 houdende diverse dringende bepalingen*

Art. 21. In artikel 9 van de wet van 27 december 2012 houdende diverse dringende bepalingen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "artikel 5, 4° van de wet van 19 december 2006 betreffende de exploitatieveiligheid van de spoorwegen" worden vervangen door de woorden "artikel 3, 27° van de Spoorcodex";

2° de woorden "artikel 5, 5° van de wet van 19 december 2006 betreffende de exploitatieveiligheid van de spoorwegen" worden vervangen door de woorden "artikel 3, 32° van de Spoorcodex".

Art. 22. In artikel 11 van dezelfde wet worden de woorden "artikel 2" vervangen door de woorden "artikel 10".

Art. 23. Artikel 12 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

"Art. 12. De spoorwegonderneming kan op elk ogenblik een aanvraagdossier indienen om voor subsidie in aanmerking te komen en dit tot en met het einde van de maand waarin de subsidieregeling ophoudt uitwerking te hebben.

De tabellen met vervoersgegevens voor het bekomen van een subsidie worden ingediend uiterlijk op het einde van de maand die volgt op elk kwartaal waarvoor de subsidie wordt gevraagd.

In afwijking van het tweede lid, kunnen deze tabellen voor het bekomen van een subsidie voor de kwartalen van 2015 die verstreken zijn vóór de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de wet van 10 augustus 2015 tot verlenging van de steunmaatregelen aan het gecombineerd en het verspreid vervoer voor de periode 2015-2016, nog worden ingediend binnen de maand die volgt op het kwartaal waarin die wet wordt bekendgemaakt.

Bij gebrek aan indiening van de tabellen binnen de in het tweede en derde lid bepaalde termijn, vervalt het recht op subsidie voor die kwartalen.

Het aanvraagdossier wordt schriftelijk of elektronisch ingediend via een verzoekschrift. Het aanvraagdossier omvat het ondernemingsnummer van de spoorwegonderneming.".

Art. 24. L'article 13 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Art. 13. L'administration instruit le dossier de candidature. Le ministre ou son délégué prend une décision sur l'éligibilité au subside. Cette décision est notifiée par écrit à l'entreprise ferroviaire endéans un délai de deux mois et quinze jours suivant la réception du dossier de candidature complet. ».

Art. 25. A l'article 16 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1er, les mots « la période qui » sont remplacés par les mots « le trimestre qui »;

2° le § 2 est abrogé.

Art. 26. A l'article 17 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1er est remplacé par ce qui suit : « Dans les deux mois et quinze jours suivant la réception des relevés visés à l'article 16, l'administration approuve ou rejette ces relevés et elle informe l'entreprise ferroviaire du montant octroyé pour le trimestre pour lequel le subside a été demandé. Au cours de ce délai, l'administration échange toute donnée pertinente avec l'entreprise ferroviaire. Le paiement du montant du subside est effectué au plus tard dans un délai de 3 mois après la réception des relevés précités. Le rejet des relevés entraîne la perte des subsides pour le trimestre pour lequel le subside est demandé. »;

2° à l'alinéa 2, les mots « de la période couverte » sont remplacés par les mots « du trimestre couvert ».

Art. 27. Dans la même loi, il est inséré un article 17/1, rédigé comme suit :

« Art. 17/1. Les subsides sont attribués par trimestre et sont limités à 25% du budget annuel inscrit au budget fédéral. ».

Art. 28. L'article 18 de la même loi est remplacé par ce qui suit : « Les subsides payés sont limités à 30 % des coûts de transport. ».

Art. 29. L'article 20 de la même loi, remplacé par la loi du 28 juin 2013 et modifié par la loi du 15 mai 2014, est abrogé.

Art. 30. L'article 23 de la même loi, modifié par la loi du 28 juin 2013, est complété par un second alinéa, rédigé comme suit :

« La section 1re cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2016. ».

CHAPITRE 4. — *Dispositions finales*

Art. 31. La présente loi produit ses effets le 1er janvier 2015.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publié par le *Moniteur belge*.

Donné à Poitiers, le 10 août 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de la Mobilité,
Mme J. GALANT

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

Note

(1) *Session 2015-2016.*

Chambre des représentants

Documents. — Projet de loi, 54K1194 - N° 1. — Rapport, 54K1194 - N° 2. — Texte adopté par la Commission, 54K1194 - N° 3. — Texte adopté en séance plénière, 54K1194 - N° 4.

Art. 24. Artikel 13 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

"Art. 13. Het aanvraagdossier wordt onderzocht door het bestuur. De minister of zijn gemachtigde neemt een beslissing over het in aanmerking nemen voor een subsidie. Deze beslissing wordt schriftelijk kenbaar gemaakt aan de spoorwegonderneming uiterlijk twee maanden en vijftien dagen na ontvangst van het volledige aanvraagdossier.".

Art. 25. In artikel 16 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden "de periode die" vervangen door de woorden "het kwartaal dat";

2° § 2 wordt opgeheven.

Art. 26. In artikel 17 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt : "Binnen de twee maanden en vijftien dagen na het ontvangen van de overzichten bedoeld in artikel 16, geeft het bestuur haar goedkeuring of afwijzing van deze overzichten en informeert zij de spoorwegonderneming over het toegekende bedrag voor het kwartaal waarvoor de subsidie wordt gevraagd. Tijdens deze termijn wisselt het bestuur elke nuttige informatie uit met de spoorwegonderneming. De betaling van het bedrag van de subsidie wordt uiterlijk binnen een termijn van 3 maanden na het ontvangen van de voornoemde overzichten uitgevoerd. De afwijzing van de overzichten leidt tot het verlies van het recht op subsidie voor het kwartaal waarvoor de subsidie gevraagd wordt.";

2° in het tweede lid worden de woorden "de periode die gedekt is" vervangen door de woorden "het kwartaal dat gedekt is".

Art. 27. In dezelfde wet wordt een artikel 17/1 ingevoegd, luidende :

"Art. 17/1. De subsidiebedragen worden toegekend per kwartaal en zijn beperkt tot 25 % van het jaarbudget dat ingeschreven is in de federale begroting.".

Art. 28. Artikel 18 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt : "De subsidies die betaald worden, zijn beperkt tot 30% van de vervoerskosten.".

Art. 29. Artikel 20 van dezelfde wet, vervangen door de wet van 28 juni 2013 en gewijzigd bij de wet van 15 mei 2014, wordt opgeheven.

Art. 30. Artikel 23 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 28 juni 2013, wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« Afdeling 1 houdt op uitwerking te hebben op 31 december 2016.".

HOOFDSTUK 4. — *Slotbepalingen*

Art. 31. Deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2015.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Poitiers, 10 augustus 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Mobiliteit,
Mevr. J. GALANT

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

Nota

(1) *Zitting 2015-2016.*

Kamer van de volksvertegenwoordigers

Stukken. — Wetsontwerp, 54K1194 - Nr. 1. — Verslag, 54K1194 - Nr. 2. — Tekst aangenomen door de Commissie, 54K1194 - Nr. 3 — Tekst aangenomen in plenaire vergadering, 54K1194 - Nr. 4.